

Comptes économiques 1999

Le *Produit Intérieur Brut (PIB) de la Polynésie française s'est élevé à 422,3 milliards de F.CFP en 1999 contre 401,5 milliards en 1998**; soit une croissance de 5,2% et un PIB par habitant de 1 839 421 F.CFP (1 775 630 en 1998). Corrigé de l'inflation observée en 1999 sur le territoire (0,8% de hausse moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), l'accroissement du *Produit Intérieur Brut* est encore de 4,4% en volume. Le secteur productif marchand représente 73,1% du PIB. La contribution du secteur des administrations est de 24,1%. Cette répartition suit la logique amorcée depuis 1995 avec une augmentation du poids du secteur marchand dans le processus de création de richesses.

Une croissance maîtrisée

La Polynésie française continue sa mutation économique entamée depuis 1996. La forte croissance de la production intérieure marchande (PIBe) en hausse de 4,1% en 1999 (soit 4,0% de hausse moyenne depuis 1996) et la maîtrise des salaires versés par l'administration (1,7% de hausse moyenne depuis 1996) caractérisent cette mutation.

Elle confirme, et ce pour le troisième exercice consécutif, qu'elle s'est installée dans un cycle de croissance maîtrisée, à l'image des principaux pays occidentaux : inflation stabilisée, hausse en valeur du PIB de 20,9 milliards faisant suite à une augmentation de 18,5 milliards en 1998.

Premier secteur à participer à ce mouvement, les services (près de 58% de la hausse totale du secteur marchand) ont vu leur valeur ajoutée progresser de 7,1 milliards (+5,2% depuis 1998). L'augmentation des dépenses réalisées par les touristes internationaux (hausse de 14,1% des dépenses touristiques entre 1998 et 1999) a particulièrement dopé les services divers (hôtelleries, prestataires de services, etc. en hausse de 5,3 milliards) ainsi que les transports et télécommunications (+1,8 milliard).

Le commerce, dont l'activité repose en grande partie sur la commercialisation de produits importés, poursuit sa mutation avec la progression des taux de TVA qui, en 2002, doit remplacer la totalité des DFE (Droits Fiscaux d'Entrée). Le taux de taxation sur les produits importés (hors TVA qui n'est pas un impôt payé par les entreprises) est passé de 36% de la valeur CAF en 1998 à 31,7% en 1999 ; toute chose étant égale par ailleurs, cela s'est traduit par une baisse du taux de marge et par une hausse de la valeur ajoutée de 830 millions en 1999 (+ 1%). De manière générale, le secteur tertiaire joue toujours un rôle prépondérant dans l'économie polynésienne avec une part dans la Production intérieure brute marchande (PIBe) de 73,4%.

N° 4/2002

Directeur de la publication :
Bertrand ODDO

Rédactrice en chef :
Patricia ANNEVILLE

Auteur de la publication :
Julien VUCHER-VISIN

Maquettage : Yrlda DOMINGO
Flashage : SCOOP
Impression : STPmultipress

Vente et abonnements : 47 34 42

Prix du numéro :

En Polynésie française : 600 F.CFP
Hors Polynésie française : 750 F.CFP

Dépôt légal : Juillet 2002
ISSN 1247 - 7370
©ISPF 2002

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52
E-mail : ispf@ispf.pf / Site web : www.ispf.pf

Le secteur du BTP enregistre une augmentation de sa production et de la valeur ajoutée créée respectivement de 3,5 milliards et 625 millions ; l'amélioration des résultats s'explique par la hausse des investissements immobiliers des entreprises (+2,3 milliards) et des infrastructures publiques (+4,3 milliards) qui compensent la baisse en équipement des ménages (-2,2 milliards).

Le bilan de l'année 1999 a également été très satisfaisant pour les autres secteurs d'activité. Le secondaire a porté sa contribution à la PIBe de 13,9% à 14,3% sous l'impulsion de l'industrie agro-alimentaire, alors que le secteur primaire a maintenu la sienne autour de 5%. Enfin, les administrations, qui ont versé 101,9 milliards de salaires (y compris les charges sociales), soit une hausse de 3,1% depuis 1998, voient leur contribution au PIB légèrement diminuer et atteindre les 24,1%.

L'examen des différentes composantes de la demande permet de constater que la croissance est principalement soutenue par l'augmentation très importante de l'investissement des administrations (+9,7 milliards), la bonne tenue de la consommation des ménages (+6,9 milliards), la progression des investissements des entreprises (+3,9 milliards) et les bons résultats obtenus par les exportations de produits locaux (+1,4 milliard) et de services (+5,8 milliards de dépenses touristiques).

Ces différentes hausses ont ainsi plus que compensé la baisse (-2,2 milliards) des équipements des ménages (construction, aménagement et réparation de l'habitat personnel) et la maîtrise des dépenses de fonctionnement de l'administration (-1,1 milliard).

Le solde de la balance commerciale, composante négative de la demande, s'est légèrement aggravée en 1999 (-85,2 milliards contre -82,7 en 1998), la hausse des exportations locales liées au bon résultat de la perle (+24,8% en valeur) n'ayant pu compenser la hausse des importations civiles (+5,8%).

Le PIB et ses composantes en 1998 et 1999

Unité :	1998		1999	
	Millions de FCFP	%	Millions de FCFP	%
Agriculture	14 795	3,7	15 438	3,7
Industries agro-alimentaires	10 290	2,6	12 059	2,9
Énergie	12 948	3,2	12 809	3,0
Industries mécaniques et électriques	8 582	2,1	9 179	2,2
Autres industries	9 234	2,3	10 064	2,4
Bâtiment, travaux publics	21 778	5,4	22 403	5,3
Transports, télécommunications	29 398	7,3	31 219	7,4
Autres services	106 794	26,6	112 070	26,5
Commerce	82 452	20,5	83 284	19,7
PIBe	296 271	73,8	308 525	73,1
Salaires des administrations	98 834	24,6	101 866	24,1
Salaires domestiques	748	0,2	805	0,2
TVA (importations + consommation)	5 617	1,4	11 135	2,6
PIB	401 470	100,0	422 331	100,0
Taux de croissance PIBe		3,9		4,1
Taux de croissance PIB		4,8		5,2
PIB par habitant	1 775 630		1 839 421	

Source : I.S.P.F - Comptes économiques 1999 de la Polynésie française

La production

La production intérieure brute (PIBe) est la contribution du secteur productif marchand au PIB. Elle s'élève à 308,5 milliards en 1999. Le secteur tertiaire (commerce, services, transports et télécommunications) génère à lui seul 73,4% de la PIBe, le secondaire (industries agro-alimentaires, énergie, industries mécaniques et électriques, industries diverses) 14,3 %, le BTP 7,3%, et le secteur primaire (agriculture, pêche, perliculture) 5,0%.

■ Le commerce

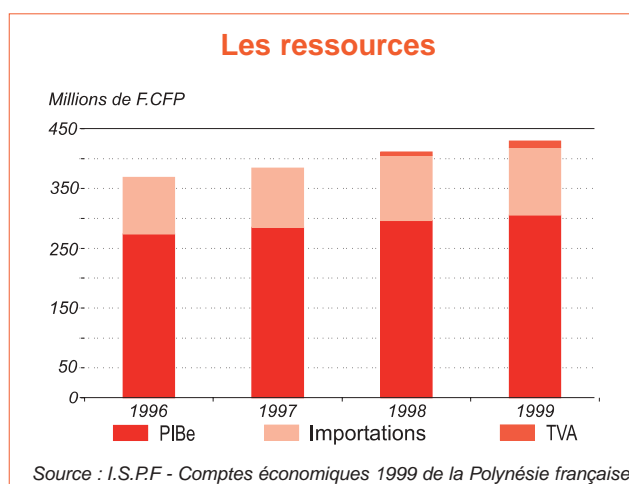
Dans les comptes économiques, la « production » du commerce est mesurée par les marges commerciales perçues lors de la vente de biens importés ou fabriqués localement. La marge commerciale est définie comme la différence entre la valeur à la vente et la valeur à l'achat hors taxe (CAF pour les biens importés et valeurs pour les biens produits localement) des marchandises commercialisées. Les impôts et taxes (hors TVA) qui grèvent la valeur des produits sont donc inclus dans la marge commerciale (35,1 milliards en 1999, dont 34,3 milliards pour les importations civiles). La croissance de cette branche est mécaniquement atténuée par la mise en place de la TVA qui, en faisant baisser le taux de marge globale (de 93,6% en 1998 à 86,9% en 1999) amortit la hausse de production (+5,4%) liée à celle des importations.

Les bons résultats de ce secteur sont en partie liés à la bonne progression de la consommation des ménages (+2,7%, hors TVA), stimulée par une amélioration de la situation du marché du travail et de l'impact favorable du bon cru touristique. Du côté de l'emploi, les effectifs salariés se sont accrus de 6% avec une hausse du pouvoir d'achat conséquente en raison d'une valorisation des salaires supérieure à la variation de l'indice des prix (+7,4% pour le SMIG et hausse de 1,3% à 2% des salaires conventionnel du secteur privé). Du côté du tourisme, 210 800 touristes ont visité la Polynésie en 1999 contre 188 933 l'année précédente. La bonne tenue de ce secteur s'est traduite par des investissements importants comme l'extension et l'agrandissement de plusieurs centres commerciaux. Les hausses les plus marquantes ont concerné le commerce de détail, principalement la grande distribution et les concessions automobiles.

■ Les services, transports et télécommunications

Les services (organismes financiers, assurances, hôtels, bars, restaurants, services juridiques, d'hygiène et de santé, d'enseignement, agences de voyages etc.) et les transports et télécommunications continuent leur développement. Après la croissance de 6,2% constatée en 1998, l'année 1999 reste sur les mêmes bases avec une croissance de 5,2%.

Hors transports et télécommunications, l'activité des services accroît de 5,3 milliards sa valeur ajoutée et se positionne comme le secteur le plus important en termes



de valeur ajoutée créée (26,5% du PIB). Le secteur des transports et télécommunications a su profiter de la hausse des dépenses en transports locaux réalisées par les touristes (+50% depuis 1997) et de la première année entière d'activité pour Air Tahiti Nui. Il augmente ainsi sa valeur ajoutée créée de 1,8 milliards et poursuit son redressement entamé en 1998.

La progression de ces deux secteurs trouve principalement son origine dans les bons résultats des entreprises du secteur touristique (hôtels, restaurants, transporteurs aériens, agences de voyages..) qui bénéficient de la relance de cette activité, qualifiée de prioritaire dans le développement économique du territoire (les dépenses effectuées par les touristes internationaux sont estimées à 47,3 milliards en 1999, soit une hausse de 14,1% depuis 1998).

■ Le BTP

L'année 1999 confirme la bonne santé de ce secteur incontournable dans la bonne marche économique du territoire. Sa contribution au PIB se maintient autour de 5,3% avec 22,4 milliards de valeur ajoutée créée, en hausse de 625 millions. Sa contribution à la production intérieure brute marchande (PIBe) se maintient à 7,3%, grâce à une conjoncture favorable portée par la vigueur de la demande privée (+28,3% par rapport à 1998) et une relance des commandes publiques de 30,1% (soit une hausse de 4,3 milliards), qui ont compensé la baisse de la demande des ménages (-15,4%).

Cette croissance de la demande privée a été stimulée par le lancement de nombreux projets immobiliers (immeubles résidentiels, entrepôts, bâtiments à usage commercial) et la poursuite des constructions et extensions des hôtels.

Le fort niveau des commandes publiques est surtout le fait du Territoire (+36,6% depuis 1998, +96,6% depuis 1997) qui poursuit sa politique de grand travaux et d'aménagements routiers (la route des plaines, la troisième entrée Ouest de Papeete, l'aménagement du front de mer...), de réalisations de nouvelles infrastructures portuaires et aéroportuaires (l'aérodrome de Raivavae, l'aménagement du site d'Orohiti, le remblais de l'OTAC) et la réfection des installations détruites par les intempéries de décembre 1998.

Les communes ont, quant à elles, continué les travaux d'assainissement et d'amélioration des réseaux d'adduction d'eau, d'où une forte progression de leurs commandes (+19,5%). Les commandes des ménages sont en recul depuis 1998 (-2,2 milliards) parallèlement à la diminution des octrois de prêts accordés par les banques locales (-1,8 milliard) pour l'acquisition ou la rénovation de logements.

■ Les industries

L'industrie polynésienne a globalement effectué une bonne année 1999 augmentant sa contribution au PIB (7,4% contre 7% l'année précédente) pour représenter 10,1% de la PIBe. Le répertoire des entreprises a recensé 2 466 entreprises industrielles contre 2 362 en 1998, soit un taux de création net d'entreprises de 4,4%.

Les industries agro-alimentaires (+6,2% du nombre d'entreprises), qui regroupent quelques grands groupes et une majorité de petites entreprises spécialisées dans la transformation de matières premières importées, ont, en s'appuyant sur la bonne santé du commerce de détail, la reprise de l'activité touristique et le développement de nouvelles filières d'exportations (transformation et valorisation du jus de nono), augmenté leur valeur ajoutée créée de 17,2%.

Les autres industries se sont aussi développées en 1999 (+9% de valeur ajoutée). Elles ont directement bénéficié du dynamisme du secteur du BTP client de ces industries (charpente, métaux, menuiserie) et de la hausse des investissements en machines des entreprises et du

territoire pour les travaux d'infrastructures qui ont tiré la croissance de l'ensemble du secteur vers le haut.

Les industries mécaniques et électriques tirent parti de cette vigueur de la demande intérieure avec une augmentation de la valeur ajoutée créée de 830 millions (+6,9%). Le développement des entreprises spécialisées dans la réparation automobile, la construction et la réparation navale qui connaissent un succès grandissant, expliquent pour partie cette création de valeur ajoutée.

■ L'énergie

Le secteur de l'énergie regroupe les unités de production d'électricité et de distribution d'eau. Il représente 3,7% du PIB et augmente sa contribution en valeur ajoutée de 4,3%. Cette augmentation de la valeur ajoutée est en partie imputable à la progression du nombre d'abonnés à Tahiti et dans les îles (+3,4%) et donc du volume des ventes d'énergie électrique (+2,6%).

■ L'agriculture

Le secteur de l'agriculture englobe, outre les productions agricoles proprement dites, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la production perlière. Pour cette dernière activité, la connaissance très imparfaite du secteur contraint à valoriser la production perlière par les exportations.

La perliculture améliore grandement ses résultats de 1999 en augmentant de 28% la valeur des ventes à l'étranger (+51,8% en volume) et dépasse pour la première fois les 19 milliards de F.CFP pour les perles et les ouvrages en perles. Malgré ce bon résultat, le secteur demeure handicapé par une baisse continue des cours. Le prix du gramme est passé de 2 938 F.CFP en 1997 à 2 359 F.CFP en 1998 et 2 090 F.CFP en 1999 (-11,4%).

Les autres productions agricoles sont en progression de 4,6% par rapport à 1998 où les conditions climatiques défavorables avaient affecté les résultats. Les hausses les plus marquantes concernent la production de coprah (+23,2% en valeur et +14,9% en volume), les légumes (+3,7% en valeur et +18% en volume) et les produits vivriers (-4,9% en valeur et +11,9% en tonnage).

Le secteur primaire enregistre ainsi une progression de 4,3% de valeur ajoutée pour une contribution au PIB de 3,7%.

Les importations

Les importations* s'élèvent à 113,1 milliards contre 109,1 milliards en 1998. Si l'on distingue les importations à caractère civil des importations militaires, la hausse est encore plus importante ; en effet, les importations militaires continuent leur baisse (-1,9 milliard) amorcée en 1995, et ne représentent plus que 3,9% des importations totales contre 5,8% en 1998, alors que les importations civiles augmentent, elles, de 5,8% pour atteindre le niveau record de 108,7 milliards. Les principales progressions touchent les importations de matières premières et demi produits (destinés à la construction), l'automobile, les cycles, les machines et appareils liés à l'équipement des entreprises et des ménages et les produits alimentaires.

(*) : les montants des importations 99 et 98 ont été modifiés pour prendre en compte le mouvement de grève des services des douanes en 1999 et l'importation temporaire de l'avion d'Air Tahiti Nui en 1998.

La TVA

La Taxe sur la Valeur Ajoutée mise en place le premier janvier 1998 apparaît comme une ressource de l'économie au même titre que les importations, la production et les droits de douanes (inclus dans la production du commerce). Elle s'applique à l'ensemble des biens et prestations de services vendus et importés sur le territoire. Fixés initialement à 1% pour le taux réduit, 2% pour le taux normal et 3% pour les services au 01/01/1998, les trois taux ont successivement été portés à 2%, 4% et 6%.

La comptabilité nationale enregistre la TVA versée par les entreprises (c'est-à-dire la différence entre la TVA exigible, collectée sur les produits vendus, et la TVA déductible qui grève les produits employés comme consommations intermédiaires ou investissement) en ressources. Au sein des emplois, la consommation finale des ménages est évaluée toutes taxes comprises alors que les emplois intermédiaires (consommation intermédiaire, investissement) le sont hors TVA (déductible) respectant le principe d'équilibre de la comptabilité nationale entre ressources et emplois de chaque produit. La TVA versée au titre des importations s'élève à 3,5 milliards (+85,8%) et celle versée au titre de la consommation à 7,6 milliards (+104,5%).

Les emplois					
<i>Unité :</i>	1996	1997	1998	1999	Variation 1999 / 1998
	<i>Milliards de F.CFP</i>				<i>%</i>
Consommation					
des ménages	230,0	238,7	250,8	257,6	+2,7
des administrations	37,7	34,0	34,2	33,1	-3,2
Investissements					
des entreprises	11,6	14,1	21,4	25,4	+18,7
des ménages	11,7	17,0	14,2	12,0	-15,5
des administrations	21,6	18,4	20,3	30,0	+47,7
Variations des stocks	0,0	1,0	2,2	-0,5	-122,7
Exportations	23,4	23,8	26,5	27,9	+5,3
Dépenses touristiques	32,5	37,4	41,4	47,3	+14,1
Total emplois	368,5	384,4	411	432,8	+5,3

Source : I.S.P.F - Comptes économiques 1999 de la Polynésie française

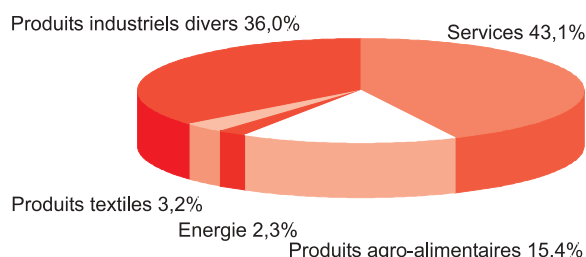
La consommation

La consommation est essentiellement le fait des ménages ; elle atteint 257,6 milliards en 1999 (+6,8 milliards depuis 1998). Les administrations réalisent des dépenses de fonctionnement (hors salaires et transferts divers), assimilées à de la consommation, qui s'élèvent à 33,1 milliards. La consommation des ménages, en hausse de 2,7% occupe plus de 80% des revenus des ménages.

Cet accroissement est à tempérer : hors TVA (soit 11,1 milliards), la progression n'est plus que de 1,4%.

Le premier poste de dépenses concerne les services (y compris les transports et télécommunications) avec 43,1% de la consommation, puis les produits industriels divers (36,0%) qui regroupent ici la totalité des industries (hors alimentaires). Les dépenses d'équipement des ménages ne sont pas reprises dans la consommation, elles sont considérées comme un investissement.

La consommation des ménages



Source : I.S.P.F - Comptes économiques 1999 de la Polynésie française

L'investissement

Les investissements des entreprises sont de 25,4 milliards en 1999. Les produits des industries mécaniques et électriques en constituent la majeure partie (14,5 milliards, soit +12% depuis 1998), le solde étant composé des dépenses en produits du BTP (10,8 milliards, soit +28,3%).

Les investissements des ménages, qui correspondent à leurs dépenses en logements, s'élèvent à 12 milliards contre 14,2 milliards en 1998. Ce recul est confirmé par celui d'autres indicateurs comme le nombre de prêts consentis en faveur de l'habitat non aidé (-9% en valeur et -2% en volume) ou le nombre des concours octroyés pour des opérations d'aménagement ou de réparation de logement (-31% en valeur et -25% en volume).

À l'inverse, les investissements des administrations ont atteint 30 milliards (+47,6%), dont 18,2 milliards de dépenses d'équipement en bâtiment et travaux publics (+30,9%). Le premier investisseur public est le Territoire (20,2 milliards, soit +37,8%), qui poursuit sa politique d'amélioration des réseaux routiers, de désenclavement des archipels et d'amélioration des infrastructures et augmente ainsi ses dépenses en BTP de 36,6%. Les

L'investissement en BTP des administrations

	1995	1996	1997	1998	1999
<i>Unité :</i>					<i>Millions de F.CFP</i>
Etat services civils	175	240	83	200	200
Etat-Armées	2 127	2 153	1 848	1 287	1 325
Territoire	5 352	6 352	6 772	9 749	13 315
Communes/SdC	1 993	1 871	1 904	2 483	2 967
EPT	158	84	129	84	224
CPS - RPSMR	33	10	29	38	38
CHT	82	97	57	40	89
Autres	125	384	414	38	69
TOTAL	10 045	11 191	11 237	13 920	18 227

Source : I.S.P.F - Comptes économiques 1999 de la Polynésie française

communes ont aussi fait des efforts en matière d'amélioration des réseaux d'adduction d'eau et augmentent leurs dépenses d'équipement de 27,9% dont celle en BTP de 19,5% après la croissance de 1998.

Les exportations

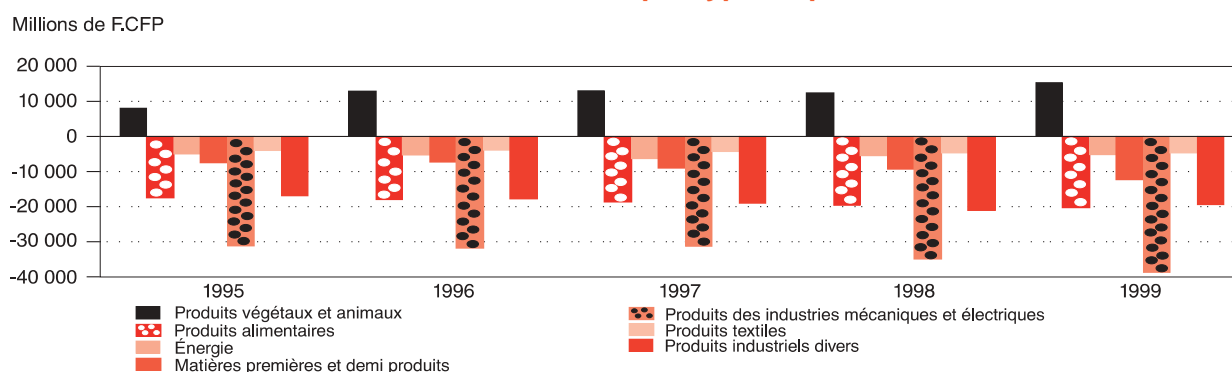
La valeur des exportations polynésiennes a atteint le niveau record de 27,9 milliards. Si l'on distingue les exportations à caractères civil et militaire, le montant des exportations civiles (25,4 milliards, soit +25,8% depuis 1998) est le plus haut jamais enregistré en Polynésie. Après un exercice 1998 difficile, au cours duquel les exportations de produits locaux s'étaient stabilisées autour de 16,6 milliards, le bilan 1999 pour les entreprises polynésiennes exportatrices est très satisfaisant avec une croissance de 31,7% en valeur pour atteindre 21,8 milliards. Cette expansion est essentiellement due au remarquable résultat des produits perliers (19,1 milliards en 1999, soit +4,2 milliards) qui représente 87,6% des exportations locales et près de 75,2% des exportations civiles.

Dans l'agriculture, le succès rencontré depuis 1997 sur le marché nord américain par les produits du nono ne s'est pas démenti avec une hausse de 27,8% en valeur et 39,2% en volume. La recette générée, 345 millions, permet au nono de se placer en troisième position des produits locaux exportés juste devant les produits de la pêche qui atteignent, avec 344 millions, le plus mauvais score depuis 1996. L'explosion des exportations en 1997 n'a donc pas préfiguré d'une croissance forte et régulière en 1998 et 1999. Le marché local, plus rémunérateur, continue d'absorber, en 1999, 88% de la production de poissons frais, les exportations constituant alors une soupape lorsque le marché est saturé. La progression des exportations se heurte à l'insuffisance de la production qui ne permet pas de satisfaire entièrement la demande des importateurs américains et celle de l'Union Européenne.

En termes de produits de la pêche, les « filets de poissons et autres chairs de poissons, frais, réfrigérés ou congelés » constituent en 1999, le premier poste des exportations (58,2%). Les pays les plus demandeurs sont la France (48,4%), les Etats-Unis (37,2%) et le Royaume-Uni (11,4%). Depuis 1998, la demande américaine a reculée de moitié. Heureusement la diversification du marché, via les exportations vers le Royaume-Uni et la forte hausse de la consommation métropolitaine, a permis de compenser cette chute de la demande en 1999. La bonne santé de l'industrie navale, consécutive à la livraison en Nouvelle-Calédonie de six bateaux de pêche, profite aux produits des industries mécaniques et électriques qui se trouvent en deuxième position des produits locaux exportés avec 480 millions.

Les exportations militaires, qui concernent essentiellement le renvoi de matériels et de machines, continuent de baisser (2,5 milliards, soit -65% depuis 1998) et ne représentent plus aujourd'hui que 9% des exportations totales contre 28,9% en 1998.

Balance commerciale par type de produits



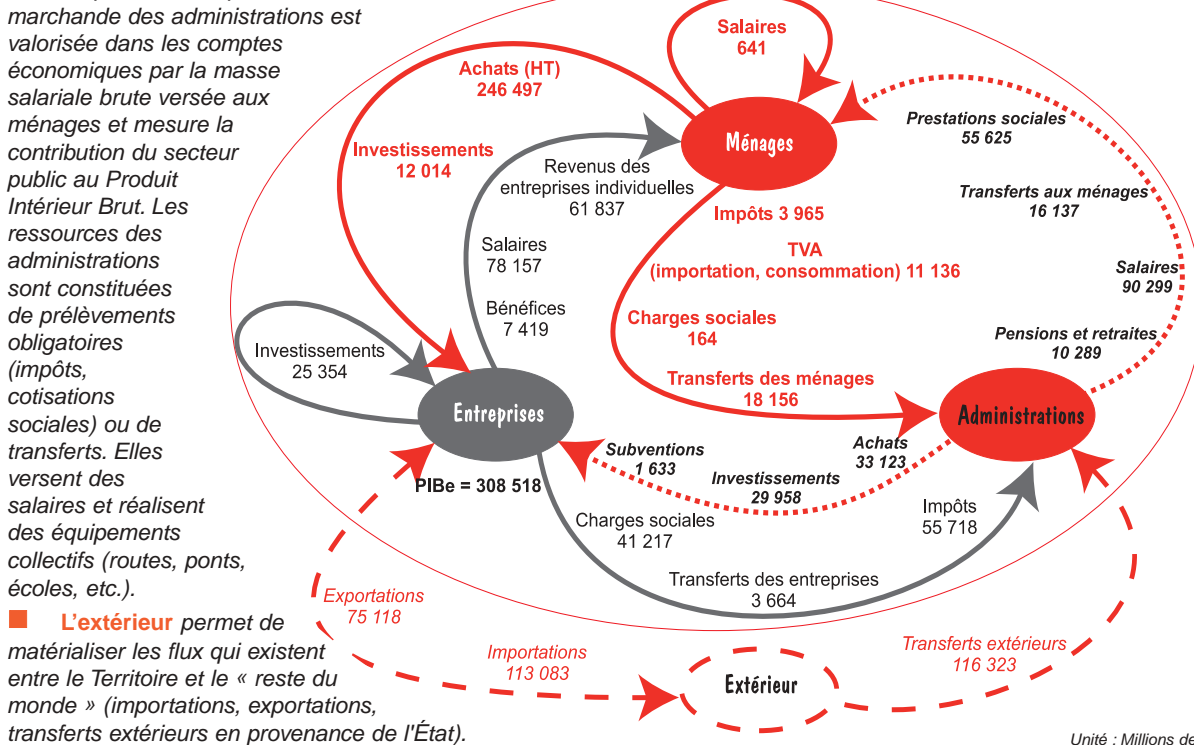
Les flux économiques

Les flux économiques étudiés résultent des opérations effectuées par les divers agents, acteurs de l'économie polynésienne. Ils sont regroupés en quatre grandes catégories, selon la fonction économique principale qu'ils accomplissent.

■ **Les entreprises**, telles qu'elles sont définies dans les comptes économiques, regroupent non seulement tout le secteur privé marchand du territoire (sociétés et entreprises individuelles), mais également les établissements publics à caractère industriel et commercial comme l'OPT ou encore RFO. Les entreprises produisent : elles créent des biens et services destinés à satisfaire les besoins exprimés par les autres agents (les ménages, les administrations, l'extérieur ou même d'autres entreprises). Pour cela, elles doivent consommer des biens ou services dits « intermédiaires », c'est-à-dire qui disparaissent dans le processus de production. La production intérieure brute (PIBe) qui se compose de la somme des valeurs ajoutées (différence entre la production et les consommations intermédiaires) dégagée par les entreprises, mesure la richesse créée par ces dernières au cours de l'année et leur contribution au Produit Intérieur Brut (PIB). Les entreprises utilisent le travail fourni par les ménages en contrepartie duquel elles versent des salaires. Elles investissent pour améliorer ou accroître leur production. Elles versent des impôts et des cotisations sociales.

■ **Les ménages** consomment : pour ce faire les ménages disposent de revenus (salaires, revenu des entreprises individuelles, bénéfiques), perçoivent également des prestations sociales, des pensions et des retraites. Les ménages sont aussi les employeurs de personnel domestique : les charges salariales supportées à ce titre rentrent également dans la composition du PIB.

■ **Les administrations** comprennent, notamment, le Territoire, les services de l'État (civils et militaires), les communes, la CPS, le CHT, les établissements publics territoriaux à caractère administratif (ISPF, SEFI par exemple) et l'enseignement privé. Elles fournissent des services collectifs non marchands (enseignement, santé, sécurité, etc.) aux autres agents et procèdent à des redistributions de ressources (prestations sociales, subventions). Elles occupent un rôle moteur dans l'économie du Territoire tant par l'importance de leur demande en biens, services et équipements que par le volume des revenus qu'elles distribuent (salaires, subventions, prestations sociales, etc.). L'activité des administrations engendre un flux réel de biens mais surtout de services dont les principaux bénéficiaires sont les ménages et les entreprises. Cette production non marchande des administrations est valorisée dans les comptes économiques par la masse salariale brute versée aux ménages et mesure la contribution du secteur public au Produit Intérieur Brut. Les ressources des administrations sont constituées de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) ou de transferts. Elles versent des salaires et réalisent des équipements collectifs (routes, ponts, écoles, etc.).



Unité : Millions de F.CFP

Source : I.S.P.F - Comptes économiques 1999 de la Polynésie française